

**Union européenne - Facilité en
faveur des réfugiés en Turquie: les
Etats membres conviennent des
modalités d'un financement
additionnel - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**
(Bruxelles, 29 juin 2018)

Le 15 mai 2018, les 28 Etats membres de l'UE se sont mis d'accord sur le mode de financement d'une tranche additionnelle de 3 milliards d'euros pour la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie, en vue de soutenir les réfugiés syriens.

Lors de la réunion du comité des représentants permanents (Coreper), les Etats membres sont convenus que sur ce montant, 2 milliards d'euros seront financés par le budget de l'UE et 1 milliard d'euros par des contributions des Etats membres en fonction de leur part dans le RNB de l'UE.

Avec cet accord, l'UE honore l'engagement qu'elle a pris dans le cadre de la déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016 de verser une deuxième tranche de 3 milliards d'euros pour la facilité en faveur des réfugiés avant que la première tranche de 3 milliards d'euros ait été intégralement utilisée. La Commission peut ainsi commencer à préparer des mesures concrètes en vue de mettre à disposition, au cours du deuxième semestre de l'année, les fonds additionnels destinés à soutenir les réfugiés.

La facilité permet d'aider les réfugiés présents en Turquie dans un certain nombre de domaines, tels que l'aide humanitaire, les soins de santé, l'éducation et le soutien socioéconomique.

Grâce à l'accord relatif à la deuxième tranche de financement, des projets menés dans d'importants domaines, tels que l'éducation des enfants réfugiés, pourront se poursuivre sans interruption à l'échéance des contrats passés dans le cadre de la première tranche.

Comparé à 2016, lorsqu'a été prise la décision relative au financement de la première tranche, il n'est plus aussi urgent de déboursier rapidement des montants élevés. Les Etats membres ont dès lors estimé que les engagements devraient à nouveau s'étaler sur deux ans - 2018 et 2019 - mais que la durée des contrats devrait être prolongée jusqu'en 2020. Cela permettra d'alléger la pression exercée sur les budgets annuels de l'UE, lesquels financeront davantage cette deuxième tranche que la première.

Dans le cadre de l'accord intervenu ce jour, la facilité en faveur des réfugiés continuera à être

supervisée par un comité directeur rassemblant des représentants de la commission européenne et des Etats membres. Celui-ci a pour mission de veiller à ce que les projets soient dûment mis en oeuvre au bénéfice des réfugiés.

Prochaines étapes

La Commission devrait maintenant présenter un projet de budget rectificatif en vue de financer sur le budget 2018 de l'UE la deuxième tranche de la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie.

Des mesures pratiques seront prises en parallèle afin de préparer la signature de nouveaux contrats pour le financement des projets menés sur le terrain./.